

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Écologie (France) > Orientation gouvernementale (Ecologie, France) > **One Ocean Summit et enjeux écologiques : un bilan de la politique (...)**

One Ocean Summit et enjeux écologiques : un bilan de la politique française - Lettre ouverte au Président de la République

samedi 19 février 2022, par [NOUVIAN Claire](#) (Date de rédaction antérieure : 9 février 2022).

Paris, le 9 février 2022

Monsieur le Président,

Le sommet de l'océan que vous avez convoqué à Brest s'ouvre et l'association BLOOM, ardente défenseuse du milieu marin, n'y participera pas. Je voudrais ici vous dire pourquoi, à vous ainsi qu'aux Françaises et Français qui suivent et soutiennent nos actions. Notre décision s'inscrit dans une ligne de conduite dont la cohérence s'est imposée à nous en réponse à votre propre cohérence d'utilitariste de la nature, qui n'a pas cillé depuis que vous aviez commencé à en montrer la teneur, alors que vous n'étiez encore qu'un ministre classiquement extractiviste. Depuis, votre statut présidentiel n'a pas rééquilibré votre posture, au contraire. Vous avez utilisé la fonction suprême de l'État pour faire reculer la France de façon inattendue en matière de protection environnementale. **La somme et l'étendue de vos actes vous font porter aujourd'hui une responsabilité inédite dans la destruction de l'environnement et de l'océan en particulier.**

C'est pour cela que nous refusons de collaborer avec votre gouvernement. Parce que vous avez tué l'espoir. Vos prédécesseurs étaient globalement hostiles à l'écologie, mais une certaine flexibilité idéologique de principe assurait quand même l'existence, à l'intérieur de l'appareil d'État, de débats contradictoires permettant à des arbitrages d'être pris en faveur de la protection de la nature.

Avec vous, la flamme du « possible » en politique s'est éteinte. Vous avez appliqué de façon exagérément pyramidale vos convictions socio-économiques ultralibérales, avez protégé et augmenté les intérêts de vos fortunés bailleurs de fonds, et dans un mélange d'arrogance et de mépris pour les corps intermédiaires, les classes populaires et les défenseurs de l'environnement, n'avez laissé aucune marge d'interaction, d'accueil, de surprise ni même de respect. Vous avez piétiné jusqu'à la **convention citoyenne pour le climat** que vous aviez créée. Malgré les avis défavorables des enquêtes publiques et des rapports d'expertise, vous avez fermement soutenu le lobby du BTP pour la réalisation de l'autoroute du « **Grand Contournement Ouest** » de **Strasbourg**, un projet aberrant et inutile datant des 30 Glorieuses et d'une époque où la voiture individuelle était l'alpha et l'oméga de l'aménagement du territoire. Vous avez mis à feu et à sang la **gestion des forêts publiques françaises** en soumettant ce bien commun stratégique pour la préservation de la biodiversité et la gestion des risques climatiques à votre impitoyable dogme libéral. Alliant productivisme et logique comptable inhumaine, vous avez coupé les postes à la hache, tout en augmentant massivement la charge des missions à assurer. Vous avez jeté les forestiers dans un état de mal-être indicible, traité les forêts comme de simples champs d'arbres à exploiter et avez poussé à la privatisation de l'Office national des forêts.

Vous vous êtes dédit de la plupart de vos promesses et annonces : **l'interdiction du glyphosate**

n'a jamais été mise en œuvre, la sortie promise de la France des énergies fossiles et votre loi hydrocarbures ont été assorties du **renouvellement de dizaines de permis d'exploration**. Heureusement, **l'inaction climatique de votre gouvernement** a été reconnue par la justice qui vous condamne désormais à agir pour respecter l'Accord de Paris.

A défaut d'être « champion de la planète », vous avez été champion des cadeaux faits aux lobbies. Pour celui des chasseurs, votre mandat a été une fête. Ils n'avaient sans doute jamais vu ça... Vous avez divisé par deux le **coût du permis de chasse**, avez **refusé d'instaurer un jour sans chasse**, de **suspendre la chasse des mammifères en période de reproduction**. Vous avez signé des **arrêtés autorisant la chasse d'oiseaux menacés** et vous êtes entêté à **défendre les méthodes de piégeage les plus indignes et impactantes** pour la biodiversité, contre les jugements mêmes du Conseil d'État et de la Cour de justice de l'UE... L'horrible chasse à la glu n'a été interdite que grâce aux recours déposés par la Ligue de protection des oiseaux et à la menace de sanctions de la Commission européenne.

Les lobbies agricoles n'ont pas été en reste : vous avez **réintroduit les néonicotinoïdes**, pesticides tueurs d'abeilles, et **au moment de la réforme de la PAC, la France a nivelé la négociation vers le bas** pour éviter de remettre en cause un système agricole et des pratiques d'élevage verrouillés par un modèle productiviste intensif. Votre gouvernement s'est opposé à l'existence d'obligations environnementales pour l'agriculture et à ce que les subventions publiques allouées au secteur agricole soient conditionnées à des critères de performance écologique. Pas plus tard que la semaine dernière, **les députés LREM ont refusé d'interdire les additifs nitrités**, malgré le danger qu'ils représentent pour notre santé... Dans un pli méthodologique pris du maître, vos « marcheurs » ont repoussé la décision à une date postérieure à l'élection présidentielle : de quoi éviter le tribunal populaire et satisfaire les lobbies agro-alimentaires.

On voit qu'il serait injuste de vous reprocher de ne faire que de la « comm ». Votre habileté de faussaire va bien au-delà. Tel Tartuffe, vous soignez vos effets et jetez des mots fleuris pour semer une confusion perverse dans les esprits. Tel Dom Juan, vous traitez en comptable récidiviste de la performance l'humain et la nature. Tel Scapin, vos fourberies et intrigues mènent à des situations rocambolesques comme la gêne manifeste de vos ministres qui ont dû fuir les questions de la presse après l'annonce du bout des lèvres de l'abandon du projet minier « **Montagne d'or** » en Guyane.

Car oui, vous avez mis fin à de grands projets controversés, mais avec combien de dualité...

Vous vous êtes positionné contre ce projet minier extravagant et ultra-destructeur d'un poumon forestier de Guyane, mais en utilisant cette annonce comme joker écolo in extremis avant les élections européennes. Les arguments justifiant l'abandon du projet étaient si faibles ou inexistantes qu'ils ont permis au consortium minier russo-canadien d'attaquer l'État français et de gagner (le gouvernement ne s'est même pas donné la peine d'envoyer un émissaire plaider en première instance !), comme par un fait exprès...

Sous la contrainte de la mobilisation citoyenne, vous avez aussi concédé « **Europacity** », ce projet anachronique de méga complexe commercial et de loisirs que vous avez qualifié de « dépassé » mais sans mettre fin à l'urbanisation des terres fertiles du Triangle de Gonesse et sans remettre en cause la desserte désormais inutile de la ligne 17 du Grand Paris Express.

Le seul arbitrage favorable à l'environnement à ne pas avoir eu de double fond a été la fin de l'aéroport **Notre-Dame-des-Landes**. Vous le souteniez ministre, il était parfaitement compatible avec votre matrice idéologique, mais c'était le prix à payer pour pouvoir afficher le trophée de chasse Hulot à votre gouvernement.

La mobilisation a parfois eu raison de votre logique libérale de casseur social et environnemental mais à y regarder de près, on passe de l'autre côté du miroir de l'affichage pour comprendre que vos annonces et concessions étaient piégées. Ainsi de votre position contre la **pêche électrique** que BLOOM a fait interdire par l'Union européenne. Sous pression des médias et de la coalition ONG-pêcheurs artisans que nous avons mise sur pied, vos députés européens ont voté pour l'interdiction de cette méthode de pêche inventée aux Pays-Bas et consistant à électrocuter les poissons. Mais dans les coulisses, la France a joué le jeu des industriels néerlandais qui ont fait main basse sur une grande partie des flottes de pêche françaises et trusté les organes de représentation des pêcheurs en France. Au moment des très opaques négociations de trilogue menées entre les trois institutions européennes, **la France ne s'est pas opposée au délai honteux de mise en œuvre de l'interdiction** qui a permis aux industriels de ravager pendant encore trois ans la Mer du Nord et la Manche, signant ainsi la ruine des fileyeurs des Hauts de France... Dans son immense complicité avec les lobbies industriels, **la France n'est pas non plus intervenue au Collège des Commissaires pour que la Commission ouvre une procédure d'infraction contre les Pays-Bas pour l'attribution illégale de licences** à des navires souhaitant s'équiper en chaluts électriques, comme nous le réclamions et comme cela s'imposait. Ce n'est pas tout : **votre gouvernement n'a pas soutenu au sein de la Commission européenne notre demande d'ouverture d'enquête à propos des fraudes aux subventions commises par les Pays-Bas** sur les licences illégales de pêche électrique. Une requête que le très compromis Office européen de lutte antifraude (OLAF) a poussée sous le tapis pour éviter une enquête qui se retournerait inévitablement contre ses propres fonctionnaires corrompus. **En raison de la passivité de votre gouvernement, les Pays-Bas restent impunis pour une série d'actes de corruption de la décision publique, de fraudes aux licences et aux subventions publiques.**

La pêche industrielle est reconnue comme étant la première cause de destruction de l'océan mais **vous garantissez aux lobbies le relais politique, l'impunité, l'opacité et le laxisme d'un régime de contrôle (quasi inexistant) dont ils ont besoin pour commettre leurs méfaits.** Jeune ministre, vous souteniez déjà la pêche industrielle et son modèle économique prédateur de ressources naturelles et financières, puisqu'il convient de rappeler que les navires industriels sont les plus gros bénéficiaires de subventions publiques et que sans le concours de l'argent public, une grande partie des navires industriels seraient déficitaires et resteraient à quai. **En tant que ministre de l'économie, vous avez contribué à maintenir l'omerta en rejetant les amendements demandant la publication en toute transparence des allocations de subventions au secteur de la pêche.** Au cours de la réforme de l'instrument financier européen de la pêche, la France a appuyé la réintroduction des pires catégories d'aides publiques au secteur de la pêche européenne.

Le « la » était donné mais vous êtes allé bien plus loin.

Vous ne vous êtes pas contenté de faire passer une série de décisions néfastes pour la biodiversité et le climat, **vous vous êtes attaqué à l'échelon supérieur, en cherchant à modifier le cadre structurel de protection de la nature de façon à faciliter la poursuite, le développement et l'implantation de projets dommageables à l'environnement.** Votre gouvernement et votre majorité ont mené une **lourde charge de déconstruction juridique des normes, instances et procédures de protection de l'environnement.** On ne remerciera jamais assez les associations environnementales et les mobilisations citoyennes qui ont permis de faire dérailler certains (mais malheureusement pas tous) de vos terribles desseins. **L'acte le plus élevé dans la hiérarchie des dégâts structurels que vous avez causés est sans aucun doute le fait d'avoir fait voter à l'Assemblée nationale le CETA, l'accord climaticide de libre-échange** entre l'Union européenne et le Canada qui sacrifie les droits humains aux intérêts commerciaux et institue des tribunaux d'arbitrage privés pour régler les litiges entre investisseurs et États. Coutumier de l'effet

d'annonce, vous aviez évidemment déclaré être contre les « accords commerciaux internationaux qui alimentent le dumping social » pour mieux vous asseoir sur votre propre parole comme sur les conclusions d'un rapport commandité par votre gouvernement, alertant sur les conséquences environnementales, sociales et sanitaires désastreuses de cet accord-cadre.

Ce que prévoient les mécanismes d'arbitrage des litiges, c'est **une justice d'exception permettant aux multinationales d'attaquer des États dans des tribunaux supranationaux au titre des manque-à-gagner que les normes nationales leur feraient subir**. C'est ainsi que passent désormais à la caisse les contribuables de nombreux pays ligotés par ces accords. Il suffit parfois à un investisseur de menacer de poursuites pour que l'État abandonne un projet de législation qui visait à augmenter les normes de protection sociale, sanitaire, environnementale ou fiscale... Quelques exemples de poursuites donneront une idée de la violence et du cynisme de ces dispositifs : Total a attaqué l'Ouganda pour dénoncer une réforme fiscale et une hausse des taxes. Vattenfall, une entreprise de production d'électricité, a réclamé 4,7 milliards d'euros à l'Allemagne suite à son choix de sortir du nucléaire après la catastrophe de Fukushima. Philipp Morris a attaqué l'Uruguay et l'Australie sur des lois portant sur le paquet de cigarettes neutre. L'entreprise n'a pas obtenu gain de cause, mais ces plaintes ont eu pour effet de dissuader ou de retarder des législations similaires dans d'autres pays. **C'est là le vice intrinsèque de ces accords : que les entreprises puissent manier la menace du mécanisme d'arbitrage privé pour dissuader les États de légiférer dans le sens de l'intérêt général.**

Donner autant de pouvoir aux entreprises, affaiblir à ce niveau-là la puissance publique, désarmer les citoyens au point d'avoir orchestré leur plus totale impuissance semblait relever de la science-fiction, mais c'est la réalité du nouvel ordre libéral que vous avez voulu, et que vous nous avez imposé avec un souverain mépris pour l'extraordinaire mobilisation réunissant plus de 70 ONG, des éleveurs, des agriculteurs et des centaines de milliers de citoyens.

Il faudrait un livre entier pour pouvoir mentionner l'ensemble des mesures que vous avez prises ou cherché à faire passer pour démanteler les contraintes environnementales vous empêchant de **mettre en œuvre votre promesse de « choc » de construction**. Votre gouvernement a par exemple **attaqué la loi de protection du littoral**, que vous vouliez assouplir pour autoriser la bétonisation des côtes françaises. Vous avez **simplifié les procédures d'autorisation environnementales** pour accélérer les implantations industrielles, **donné plus de pouvoir de dérogation aux préfets et cherché à affaiblir le Conseil National de Protection de la Nature et l'inspection des sites classés** en déconcentrant leurs avis de façon à mieux les contrôler et à leur retirer leur capacité d'alerte, d'évaluation des impacts et de protection (vous vouliez rendre les sites classés constructibles !)...

C'est parce qu'il faut une grille d'analyse technique de vos actions que votre bilan environnemental ne se dresse pas uniquement d'après un tableau en deux colonnes « pour » ou « contre ». Un tel exercice vous accable déjà, mais il faut en plus pondérer les décisions de votre gouvernement en fonction de leur dangerosité structurelle. **Un arbitrage positif « pour » la nature n'équivaut pas à la transformation d'un cadre légal « contre » la nature**. Dans un cas, un arbitrage enterre un projet nuisible, dans l'autre, la déconstruction du cadre juridique de protection de la nature ouvre la voie à des dizaines ou des centaines de projets néfastes pour l'environnement.

De ce point de vue, **le pire reste à venir, car votre France (ce n'est pas la nôtre) a fait le choix de devenir l'un des principaux fers de lance d'un immense désastre environnemental que l'on peut encore éviter : l'exploitation des ressources minières** dans le dernier espace sur terre que les humains n'ont pas encore détruit : les très grandes profondeurs marines, au-delà même de la portée des filets de pêche...

L'enjeu est colossal et il se décide actuellement. Sans aucune surprise, vous êtes du mauvais côté de la force. **Votre position est si immensément honteuse que vous ne l'assumez pas encore pleinement publiquement** alors qu'au sein de l'Autorité internationale des fonds marins, **la France déploie sa force diplomatique pour que démarre dès que possible l'extraction de minerais des grandes profondeurs océaniques.**

Les profondeurs marines sont essentielles à la diversité de la vie sur terre et à la régulation du climat : elles abritent le plus grand réservoir d'espèces au monde et absorbent de gigantesques quantités de dioxyde de carbone émises par les activités humaines. Les scientifiques ont prévenu qu'une exploitation de minerais en profondeur était non seulement inadaptée aux objectifs de développement durable et d'économie circulaire de l'ONU, totalement inutile étant donné les nombreuses alternatives qui existaient, mais qu'elle provoquerait des dégâts irréversibles à l'océan.

En voulant ouvrir le grand bal du pillage mondial du plus grand bien commun de notre biosphère, vous mettez la France en position de porter une responsabilité historique dans la destruction de l'océan.

Les intérêts sectoriels, industriels et financiers, que vous soutenez et avez incorporés à la matrice de l'État incarnent le modèle économique qui a provoqué le péril climatique, la destruction des habitats naturels et la crise d'extinction du vivant à laquelle nous assistons, impuissants, angoissés et tristes.

Les faits parlent d'eux-mêmes : vous êtes un homme inadapté, un homme du passé, un homme dangereux.

Un homme dangereux mais pour notre plus grand malheur à toutes et tous, vous être notre chef d'État au moment même où la biosphère, en réaction aux ravages que les humains lui font subir depuis la révolution industrielle, nous impose un compte à rebours impérieux de dix ans pour mettre en œuvre de nouvelles façons de produire, de consommer et de vivre.

C'est déjà déraison d'appliquer les vieilles recettes du néolibéralisme face à l'impératif de transformation profonde de nos modèles, mais attaquer le cadre juridique de protection de la nature est irresponsable et dangereux. Autrement dit, **vos inaction pour l'environnement est coupable, mais votre action contre l'environnement est criminelle.**

Tandis que vous nous assommez de fausses consultations, de fausses annonces, de fausses postures, de faux sommets, le monde se meurt et devient inhabitable, les machines continuent de ravager la terre, la mer et les conditions de survie de l'humanité. A cause de vous, nous venons de perdre cinq précieuses années, celles qui comptaient au centuple, celles sur lesquelles reposait notre destin commun.

Vous direz que je ne vous donne aucun crédit et vous avez raison. Pas le moindre. Je ne vois aucune raison objective -et encore moins intuitive- de croire que vous aurez un jour la volonté ou même la possibilité de changer : vos décisions ne vous appartiennent plus. Elles sont entre les mains des bailleurs de fonds qui financent vos campagnes. Face à la masse de faits objectifs qui accablent votre exercice du pouvoir, si vos électeurs veulent se bercer de l'illusion que libéralisme et écologie peuvent cohabiter, ils en porteront la responsabilité en même temps que nous en subirons collectivement les conséquences.

« *La catastrophe, c'est quand les choses suivent leur cours* », écrivait Walter Benjamin.

La catastrophe, c'est vous qui suivez votre cours et laissez dans votre sillage la ruine.

Le soir de votre élection à la Présidence de la République, nous avons pris la résolution, chez

BLOOM, de ne jamais vous faire le cadeau de notre présence à vos côtés. Nous vous connaissions et savions la catastrophe qui allait s'abattre sur notre pays. Nous avons pensé que nos concitoyen.nes, comme nous-mêmes dans nos intimités morales, aurions besoin de repères imprenables pour défendre l'intégrité citoyenne, la nature, l'océan, les malmenés humains et non humains de vos politiques publiques antérieures et de celles que votre gouvernement ne manquerait pas, et n'a pas manqué, de mener. À mesure que votre action s'est révélée plus nocive encore que nous l'avions imaginé, notre détermination s'est renforcée.

Vous n'aurez pas une miette de notre légitimité et notre absence à vos sommets passés ou à venir symbolisera la chaise vide des espèces marines dévastées par les méthodes de pêche destructrices que vous soutenez, les pêcheurs artisans que les autorités publiques ont abandonnés à l'appétit insatiable des consortiums industriels, les grands fonds marins que vous promettez à la plus totale désolation, les citoyennes et les citoyens, écœurés mais prêts à croiser le fer avec l'idéologie que vous incarnez, jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Claire Nouvian, Fondatrice de l'association BLOOM pour la défense des océans et de la pêche artisanale
Lauréate en 2018 du Prix Goldman pour l'environnement

P.-S.

• « One Ocean Summit : lettre o ». BLOOM Association. 9 février 2022 :
<https://bloomassociation.org/one-ocean-summit-lettre-ouverte-au-president-de-la-republique-emmanuel-macron/>